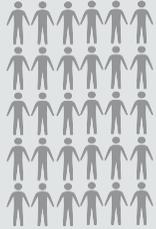




1. Tendence de la situation de protection



2,5 M
Personnes dans
le besoin

Déplacements forcés de la population : au 31 mai 2018, le total de personnes déplacées internes en RCA est estimé à 653 890 individus composés respectivement de 252 805 personnes sur 75 sites ainsi que 401 085 personnes estimées dans les familles d'accueil. Ainsi, il est constaté une diminution de 2.5% de personnes déplacées, comparée à la situation d'avril 2018 où le nombre de personnes déplacées était estimé à 669 997.

Il est fort probable que le nombre global de PDI ait beaucoup plus diminué, surtout dans la zone de Paoua, où d'importants mouvements de retour ont été rapportés depuis le mois de mai. Une mise à jour des chiffres de déplacés dans la ville de Paoua est en cours, et dont les résultats seront rapportés dans les statistiques de la Commission mouvement de populations et le factsheet de juin 2018. A priori, selon la mise à jour en cours, plus de 88% des PDIs de la ville de Paoua sont retournés.



1,9 M
Personnes
ciblées

Retour des déplacés internes : d'importants mouvements de retours ont été enregistrés dans la sous-préfecture de Paoua, préfecture de l'Ouham-Pendé, dans la ville de Kaga-Bandoro, préfecture de la Nana-Gribizi et dans la ville de Bria, préfecture de la Haute-Kotto ; en raison d'une amélioration relative de la situation sécuritaire. La ville de Paoua qui accueillait 76 000 PDI au plus fort de la crise en mars 2018 n'en compte que 9330 en juin, selon les résultats préliminaires de la mise à jour. En effet, l'amélioration de la sécurité consécutive à l'installation de plusieurs TOB de la MINUSCA sur les axes et la préparation de la saison culturelle seraient les principales motivations de ces retours. A Bria, une mission d'évaluation du Groupe de Travail Solutions Durables, à laquelle a pris part quelques acteurs de protection, a constaté un mouvement de retour continu dans plusieurs quartiers de la ville. Enfin, à Kaga-Bandoro, les PDI du site de la Paix et du site Mbella se sont massivement inscrits auprès du HCR et de son partenaire PARET pour la facilitation de leur retour

CHIFFRES CLES



653 890
Personnes
déplacées

Incidents de protection : du 1^{er} au 30 mai 2018, **669 incidents de protection** ont été rapportés par le monitoring de protection effectué par DRC, Mercy Corps, COOPI et INTERSOS, en partenariat avec l'UNHCR ainsi que par OXFAM dans les préfectures de la Nana-Mambéré, Mambéré-Kadéï, l'Ouham-Pendé, la Nana-Grebizi, l'Ouham, la Kemo, l'Ouaka, la Basse-Kotto, la Haute-Kotto et la ville de Bangui. La plupart de ces actes sont le fait d'éléments des groupes armés qui sont encore actifs dans ces préfectures.

Alerte précoce : du 1^{er} au 31 mai, 1 081 appels ont été reçus par la Ligne Verte 4040 dont 2% émis par des filles, 5% par des garçons, 11% par des femmes et 82% par des hommes. Ces appels proviennent de 16 préfectures, de la ville de Bangui, et 1 appel provient du Tchad. Les incidents relayés par ces appels sont les suivants : 14 cas de violations des droits humains (7 viols, 4 assassinats, 2 violences physiques, 1 vol) dont 86% des victimes sont de sexe féminin, soit 12 des 14 victimes ; 180 alertes sécuritaires relatives aux risques d'attaques des groupes armés ; 9 cas de découverte des restes explosifs de guerre (REG) et 29 appels de personnes en situation préoccupante demandant une orientation vers un service de prise en charge.



252 805
Personnes
déplacées sur
sites

Persistence de plusieurs hotspots de protection : la situation sécuritaire dans la ville de Bangui est restée préoccupante au mois de mai ainsi que des déplacements de la population en familles d'accueil. Le 1^{er} mai une attaque à l'église Fatima a causé plusieurs dizaines de morts et 90 blessés. La ville de Bambari, préfecture de l'Ouaka, a été le théâtre de plusieurs affrontements consécutifs au retour des groupes armés dans la ville. Les déplacés ont vidé les principaux sites de Bambari pour se réfugier dans d'autres quartiers qu'ils estimaient plus sécurisés, et des regroupements spontanés des déplacés sur d'autres nouveaux sites. La préfecture de la Basse-Kotto également a connu plusieurs affrontements entre groupes armés ayant occasionné des déplacements de la population à l'intérieur de la RCA et vers la RDC dans la première quinzaine. D'autres hotspots protection au mois de mai comprenaient les sous-préfectures d'Ippy (préfecture de l'Ouaka), Bangassou et Rafaï (préfecture du Mbomou), Bria (préfecture de la Haute-Kotto) et Alindao (préfecture de la Basse-Kotto), principalement en raison des risques liés à la présence et à l'activisme des groupes armés.



401 085
Personnes
déplacées en
familles
d'accueil

Protection de l'enfance :

- plusieurs cas d'enfants victimes d'abus, de violences et d'exploitation ont été rapportés dans la plupart des hotspots, notamment à Bambari, préfecture de l'Ouaka, à Kaga Bandoro, préfecture de la Nana Grebizi, à Paoua et ses environs, préfecture de l'Ouham-Pendé. Le suivi régulier de la situation de la protection des enfants à Bambari, en particulier, est resté un grand défi en raison des restrictions de mouvements des humanitaires dans la ville. Une ONG locale membre du sous-cluster a identifié 13 enfants séparés (5 filles et 8 garçons). Ces enfants sont actuellement dans des familles d'accueil spontanées sur un site des déplacés.
- L'équipe protection de l'enfance d'IRC s'est redéployée au courant du mois dans les sous-préfectures de Ngaoundaye (Bang), Bocaranga (Bokongo, Kele Claire) et Kouï (ville de Kouï et Sangrelim).



669
Incidents de
protection

VBG :

- Sur les 669 incidents de protection enregistrés par le monitoring de protection, 178 sont relatifs aux violences sexuelles et basées sur le genre.
- Les acteurs de VBG ont lancé une alerte sur l'augmentation des cas de mutilation génitale féminine à Bakala, préfecture de l'Ouaka, où 46 cas ont été enregistrés au courant du mois de mai.

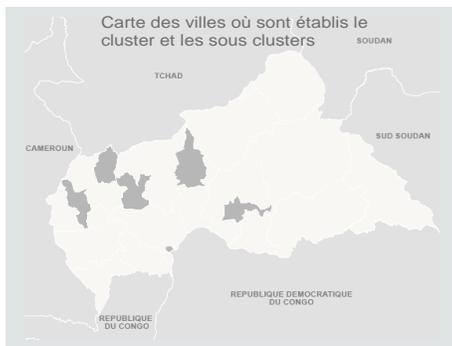


52 M
fonds
demandés



4 496 957 \$
des fonds
reçus

(Source FTS, 27 juin 2018)



MEMBRES

Membres composés du gouvernement, ONGI, ONGN, agences des Nations Unies

Principales réponses mises en œuvre par les membres du Cluster Protection et des sous-clusters

Prévention et réponse aux VBG

- 154 personnes survivantes de VBG ont reçu un suivi psycho-social de la part de DRC, INTERSOS, COOPI et Mercy Corps, en partenariat avec l'UNHCR. 57 cas ont été référés vers des structures médicales en vue d'une prise en charge médicale. 6 séances de médiation, dont 4 sont en cours et 2 suspendues temporairement, ont été initiées à Paoua entre les personnes survivantes et leurs familles.
- 255 personnes ont été sensibilisées dans la sous-préfecture de Paoua par DRC sur des thématiques liées aux VBG, à la résilience et l'alerte précoce.

Protection de l'enfance

- 15 filles sorties des groupes armés à Kaga-Bandoro ont été remises à Caritas, appuyée par Plan International, pour suivre la formation professionnelle en vue de leur réinsertion socio-professionnelle.
- 35 points focaux des agences et ONG de Kaga Bandoro, parmi lesquels 17 femmes, ont été formés par l'UNICEF sur la prévention et la réponse aux abus et exploitations sexuels (EAS).
- 1 492 personnes (831 hommes et 661 femmes) ont bénéficié des activités de sensibilisation communautaire sur les causes et les conséquences de l'utilisation des enfants par les groupes armés, réalisées à Kaga-Bandoro par Plan International
- 700 enfants (379 garçons et 321 filles) ont bénéficié des activités créatives et récréatives au sein des espaces amis d'enfants organisés par Plan International à Kaga Bandoro.
- 2 266 enfants (1 577 garçons et 689 filles) sont encadrés dans les espaces amis d'enfants à Paoua, par AFRBD, en partenariat avec l'UNICEF.
- 6 EAFGAs, tous des garçons, identifiés à Paoua par AFRBD ont été inscrits dans le programme de réinsertion socio-économique mené par la même organisation à Paoua
- 2 enfants séparés, tous des garçons, ont été identifiés à Paoua par AFRBD. La même organisation a lancé la recherche familiale en vue de leur réunification.

Logements Terres et Biens (LTB)

- 12 attestations de témoignages pour la sécurité d'occupation ont été délivrées à 9 femmes et à 3 hommes (retournés, rapatriés et membres de la communauté locale) à Nassole et à Gamboula, dans la préfecture de la Mambere-Kadéi, par les autorités locales, avec l'appui de NRC. L'attestation de témoignage est un document validé par le ministère de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Habitat, qui permet à ce que la sécurité foncière des personnes affectées par le déplacement soit protégée à travers l'action des autorités locales et aux mécanismes communautaires, impliqués par ailleurs dans le processus.
- 50 chefs de quartiers et de villages ont été formés sur les rôles et responsabilités des chefs de quartiers et de village dans la gestion foncière, avec l'appui du Sous-Préfet dans la ville de Ndjoukou, préfecture de la Kémo.
- 275 personnes ont été sensibilisées par NRC sur la protection des droits LTB des personnes déplacées à Bégoua, dans le 8ème Arrondissement de Bangui et à Berbérati
- Mise à jour de la cartographie des défis LTB à Bangui, dans les communes de Bimbo et Bégoua, ainsi que dans les localités de Sibut, Ndjoukou et de Dekoa. Les résultats des entretiens relèvent une augmentation du prix de loyer selon 74 % des interviewés, le manque de document de propriété pour 65% des personnes interviewées et la destruction des LTB consécutive aux déplacements de la population et à l'insécurité selon 67% de personnes interviewées. Les zones les plus touchées sont celles de Bégoua, de Bimbo1, du 5ème arrondissement et du 4ème arrondissement à Bangui, Adraman, centre-ville, Bala et Socada à Sibut et Arabe, Dekoa poste, Gomokon 1,2, 3 à Dékoa.

2. Défis majeurs

- Le contexte sécuritaire volatile dans les hotspots, couplé à la perception ou à la suspicion à l'égard de certains membres des structures communautaires de protection font que plusieurs d'entre eux deviennent hésitant à rapporter sur la situation de protection, de peur de s'exposer aux représailles des éléments des groupes armés.
- L'accès humanitaire est resté un défi majeur pour le suivi de la situation de protection et la réponse de protection dans plusieurs hotspots, particulièrement à Bambari, dans l'Ouaka, où les acteurs de protection sont restés pendant plusieurs semaines en hibernation et où les bases et les bureaux de certains acteurs ont été pillés.

CONTACTS

Jacques Ajaruwwa, Coordinateur du Cluster Protection en RCA, email: ajaruwwa@unhcr.org
Amira Diallo, Coordinatrice du sous-cluster VBG, email: adiallo@unfpa.org
Justin Kaseke, Co-facilitateur du sous-cluster Protection de l'enfance, justin.kaseke@plan-international.org